

Bimensuel d'informations générales
N°003 du 07 Février 2025

Rec n°00000019/RDA/J06/SAAJ/BAPP
Siège Social: Yaoundé- Cameroun
Tel: (237) 698 432 700 / 675 170 921

Directeur de la Publication
TIENTCHEU KAMENI Maurice

Site web: www.afriqueeneveil.org

 L'Afrique en Eveil

 L'Afrique en Eveil

500 F.Cfa

L'AFRIQUE EN EVEIL



Aujourd'hui l'Espoir

Immigration

**Pourquoi le
Cameroun
serait un
pays de
merdre**

P.12

Présidentielle 2025

Paul Biya et les nouveaux évêques du tonnerre



- En cette année jubilaire au sein de l'Eglise catholique, l'Evangile portera plus que jamais sur les injustices et les misères vécues par la population camerounaise.
- Les critiques formulées par plusieurs évêques augurent d'une relation tendue avec le Pouvoir de Yaoundé cette année électorale.
- Comprendre les trajectoires de Nosseigneurs Samuel Kleda, Andrew Nkea, Yaouda Hourgoh et Emmanuel Abbo, qui militent pour un changement politique.

Page 5 - 6 - 7

France et décolonisation du Cameroun **Le rapport artistique présenté**

Il a été baptisé «Les funérailles de la mémoire». Les contours ont été expliqués à Yaoundé par l'artiste Blick Bassy.

P.2

Nkoteng-Mbandjock

Film d'horreur à la Sosucam

L'affrontement entre grévistes et Forces du maintien de l'ordre a provoqué quatre morts, des blessés et l'incendie de plusieurs hectares de champs de canne à sucre.

P.4



Ventes promotionnelles

La note salée du riz importé

Venu du Pakistan, le Big Joe fait le bonheur des ménages mais plombe la balance commerciale du Cameroun.

P.9

France et décolonisation du Cameroun

Le rapport artistique présenté

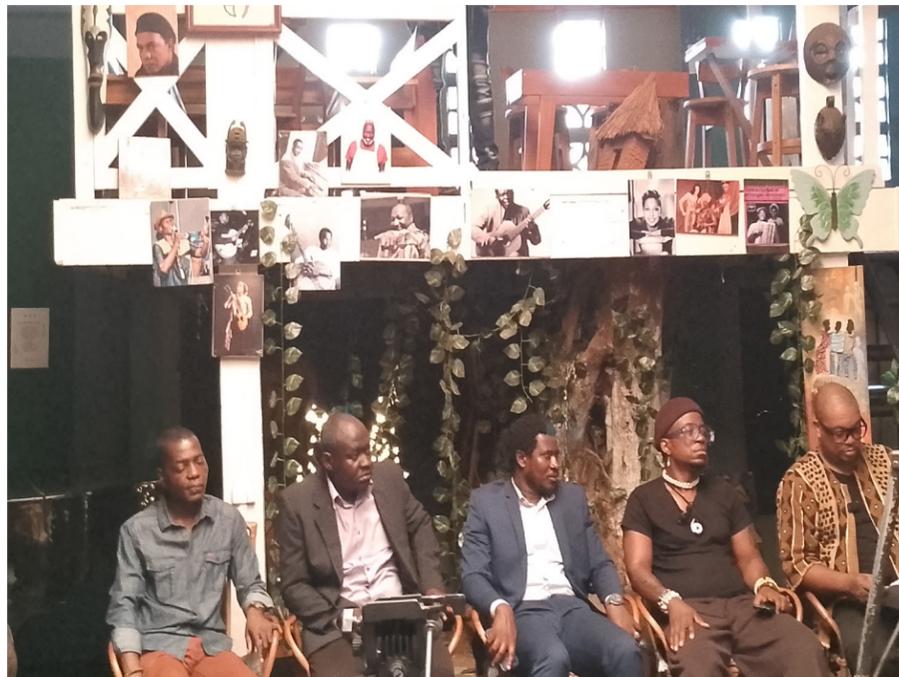
Il servira à transmettre la mémoire aux jeunes générations. Tel est le vœu de la Commission franco-camerounaise sur le rôle et l'engagement de la France dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition entre 1945 et 1971.

Les funérailles de la mémoire-saison culturelle 2025-2026. Tel est le nom de baptême du Rapport du volet « artistique » de la Commission franco-camerounaise sur le rôle et l'engagement de la France au Cameroun dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition entre 1945-1971. Le rapport a été rédigé par des Français et des Camerounais. Les Camerounais à l'instar de l'artiste Blick Bassy, de l'historien Yves Mintoogue et André Benang, chef du projet au sein de la Commission mixte, ont rendu public le contenu de leurs travaux ce 5 février 2025 au cours de la conférence de presse tenue au Centre Culturel Ubuntu à Yaoundé au Cameroun. A travers divers médiums artistiques, ils souhaitent raconter l'histoire du Cameroun à la nouvelle génération, pour mieux s'approprier celle-ci. « Il s'agit pour la nouvelle génération de savoir comment les luttes indépendantistes se sont déroulées hier et les résultats. C'est d'abord une transmission d'une mémoire de ce que nous sommes, qui constitue notre identité », explique l'historien Yves Mintoogue. « Le plus important à l'issue de ces travaux est que nous et les jeunes de demain sachons ceux qui se sont engagés dans la lutte de libération du Came-

roun, les raisons de leurs engagements, comment ils la racontent, car, un pays ou peuple sans mémoire est un peuple sans avenir », poursuit-il.

Particularité

Le rapport, à la différence de ceux produits en Algérie et au Rwanda, s'inscrit dans la postérité. « Après avoir sillonné le Cameroun, les travaux de recherche nous permettent de construire des archives parce qu'ils vont servir aux cinéastes, réalisateurs qui veulent produire des récits. Pour y parvenir, il leur faudra une banque de données exactes sur la vie du Cameroun. Ce travail non seulement sert d'archiver, il permet de libérer la parole, il joue un rôle de psychothérapeute », explique Blick Bassy pour sa part. Il regrette de n'avoir pas atteint ses objectifs, compte tenu des problèmes financiers. « Nous n'avons pu consulter le pays entier comme il était prévu au départ. On était confronté aux difficultés pratiques de certaines zones enclavées. La réticence dans les prises de parole et le budget disponible n'ont pas vraiment permis d'atteindre nos desseins. » Pour lui, ce travail de la Commission ne doit pas s'arrêter. La France et le Cameroun ouvrent une voie pour que tout le monde se jette dans cette démarche avec



sa petite caméra, son téléphone ; ce qui permettra de collecter plus de données pour la mémoire. « Un travail de fouille ne peut pas se faire en deux ans, c'est toute une vie, rien n'est terminé », interpelle l'artiste Blick Bassy, très confiant pour la suite.

Réparation

L'acte fort qu'attendent de nombreux analystes après l'aveu du massacre pendant la période de décolonisation est le « pardon » public de la France et la « réparation » au peuple camerounais. Sur ce volet, ils sont unanimes que les excuses doivent être sincères et non une demande de l'Etat

du Cameroun. Selon Blick Bassy pourtant, on ne peut parler de réparation si nous ne sommes pas réparés nous-mêmes, nous ne pouvons attendre une réparation de l'autre. Il s'agit d'un travail de reconnexion avec ceux qui sont partis (morts). Tant que nous n'aurons pas fait ce travail de compréhension de notre écosystème, nous ne pouvons parler de réparation. En outre, avoir de la compassion pour ces familles des martyrs, en leur apportant assistance quotidienne, car elles sont abandonnées et vivent dans la précarité extrême, le dénuement et le chagrin.

Olivier Mbessité

Affaire MRC-ELECAM

Que le Code électoral soit respecté

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), est optimiste dans la poursuite de l'affaire l'opposant à ELECAM à la Cour d'Appel, pour défendre les droits des électeurs, dans une approche du poids des arguments.

L'affaire MRC-ElecCam a été renvoyée à la Cour d'Appel de Yaoundé. Le Conseil Constitutionnel saisi pour ce contentieux préélectoral s'est déclaré incompétent le 21 janvier dernier.

Pour rappel, le litige qui oppose le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) et le directeur d'Election Cameroun (ElecCam) Erik Essousse repose sur la non publication de la liste nationale des électeurs. Conformément à l'Art 80 du Code électoral qui dit : « A l'issue des opérations de révision, et au vu des documents et données communiqués par les démembrements régionaux d'Elections Cameroon, le directeur Général des élections établit et rend publique la liste électorale nationale au plus tard le 30 décembre ».

L'Art 81 est plus précis : « Le directeur général des élections est chargé de la tenue du fichier électoral national ». Le même article poursuit : « Tout parti politique, tout électeur, tout mandataire d'un parti ou candidat peut saisir le Conseil électoral de toute demande en réclamation ou contestation relative notamment à une omission, une erreur ou une inscription d'un électeur plusieurs fois sur la liste nationale ». C'est ce dernier volet de l'art susmentionné qui fait débat. Selon Me Hyppolyte B.T Méli au regard des manquements observés puisqu'il n'a pas la liste électorale nationale la question qui se pose qui « doit ordonner la publication nationale de la liste électorale de l'Art 80 ? ». A partir du moment où c'est une loi qui fixe le délai de 30 décembre. « Nous avons pensé qu'il n'y a que le Conseil constitutionnel pour suppléer à

cette carence de la loi qui n'a pas été respectée ». Or le Conseil constitutionnel nous dit qu'il « s'agit d'une opération préélectorale, rentrer voir le Conseil électoral, puis la Cour d'Appel, or les décisions du Conseil électoral et de la Cour d'Appel ne peuvent être conformes qu'aux textes, il y a l'Art 4 qui demande de respecter la constitution, les lois et les règlements. Lorsqu'on suit la position du Conseil constitutionnel, il demande tout simplement à ces autorités de violer la loi notamment les délais de publication de liste électorale nationale », analyse Me Hyppolyte B.T Méli.

Caractéristiques

L'exigence d'une liste nationale, c'est pour éviter les doublons, selon le législateur la liste électorale nationale est exhaustive, complète et elle doit être sincère, unique en seul endroit où l'on peut la contrôler. Selon le même législateur, lorsqu'il s'agit des listes provisoires il parle (les listes), issues des démembrements d'ElecCam, il s'agit là des Art 76, 77, 78 ces dispositions du Code électoral parlent « des listes » parce qu'elles émanent des démembrements de ElecCam c'est-à-dire des communes des départements et des régions. « On comprend donc pourquoi les résultats de ElecCam sont biaisés, parce qu'il travaille dans l'esprit des listes et non de la liste électorale nationale ». Lorsque le président de la République convoque le corps électoral, il s'agit des « personnes régulièrement inscrites sur le fichier national, donc ça ne peut être que cette liste nationale », éclaire le mandataire du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun.



Les points mobiles d'ELECAM permettent aux inscriptions d'aller au plus près des populations

Et de chuter très optimiste : « Nous respectons la décision du Conseil constitutionnel, nous allons poursuivre la procédure en allant à la Cour d'Appel, il n'y a pas d'inquiétude pour la suite de l'affaire, nous sommes confiants, il n'existe pas de liste électorale nationale ». « Nous sommes là, pour défendre les droits des électeurs titulaires de la souveraineté nationale ». Décentralisation

La posture du MRC est contestée par ElecCam qui pense que le Directeur général d'ElecCam Erik Essousse a fait son travail. Il a publié la liste nationale conformément à l'Art 80, il n'est écrit nul part qu'on « va afficher les 8 millions d'inscrits sur un seul endroit. Le MRC s'est présenté en 2013 aux élections, il a eu des élus avec le même Code électoral. Elections Cameroon utilise ce Code électoral depuis 8 ans déjà », fait savoir le Chargé d'Etude de la division de la communication à ElecCam. Selon Franck nous sommes dans la logique de la décentralisation, chaque électeur doit se rendre dans son an-

tenne communale pour s'inscrire et vérifier son nom sur la liste électorale c'est ça rendre public, il n'est pas réaliste d'afficher la liste nationale au même endroit ». « Le MRC est dans sa logique de décrédibiliser le processus des inscriptions sur les listes électorales.

Pour ce qui est des doublons le toilettage, le système est automatique, il compare les empruntes, les visages, dès qu'il détecte les doublons, il élimine, avec la biométrie, le numérique ce n'est pas faisable, ElecCam est transparent, l'Art 70 est clair, les listes électorales sont établies et tenues au niveau de chaque commune. Une liste électorale est également établie pour chaque bureau de vote », laisse entendre le Chargé d'Etude à la division de la communication, qui assimile et pense que ce procès ElecCam- MRC relève de la manipulation, chose normale, puisqu'on est sur le champ politique

Olivier Mbessité

célébration

Voici les neuf journées de la Jeunesse au Cameroun

Avant le 11 février prochain, un segment de la vie des jeunes sera célébré chaque jour : formations, entrepreneuriat, forces de défense et de sécurité, diaspora, animation sportive, traditions et cultures, excellence jeunesse...

La onzième de la Jeunesse a commencé depuis le 1er février 2025, et connaîtra son apothéose le 11 février qui marque la fête de la Jeunesse au Cameroun.

Mais chaque jour sera une fête unique en son genre, du fait la thématique ou du domaine d'activité célébré. Le Comité national d'organisation de la Fête de la Jeunesse a arrêté le programme suivant en neuf journées jeunesse : la journée de l'éducation à la citoyenneté active constructive (lundi 3 février), la journée sur l'histoire de la célébration de la Fête de la Jeunesse (le 4 février), la journée des formations (le 5 février), la journée du volontariat et de la protection civile (le 6 février), la Journée portes ouvertes des forces de défense et de sécu-

rité, des ministères sectoriels et de l'entrepreneuriat jeune (le 7 février), la journée de la diaspora (le 8 février), la Journée de l'animation sportive (le 9 février), la journée d'expression traditionnelle, culturelle et de l'excellence jeunesse (le 10 février), enfin la journée du défilé et de restitution des échanges (le 11 février).

Ces journées jeunesse seront célébrées à travers les villages jeunesse érigés sur l'ensemble du territoire national, avec des déclinaisons au niveau local et dans les représentations diplomatiques du Cameroun. Ce séquençage de la commémoration compte parmi les innovations. Et la décentralisation de la fête est une autre touche nouvelle, à savoir renforcer la célébration dans la diaspora sous l'égide des missions



Yaoundé, Musée national. Le village Jeunesse 2022

diplomatiques du Cameroun et renforcer de la célébration au niveau local sous la supervision des autorités administratives.

Les autres innovations sont les suivantes : l'institution du « mois de la jeunesse », les échanges entre les jeunes et les membres du gouvernement organisés désormais par secteur d'activités avec une clôture solennelle, l'organisation d'un Camp national et des Camps locaux de la jeunesse, l'organisation des Jeux nationaux et locaux de la

citoyenneté, le lancement de l'opération spéciale d'éducation électorale pour des élections citoyennes et patriotiques.

En rappel, la 59ème édition de la Fête nationale de la Jeunesse au Cameroun se célèbre sous le thème suivant : « Jeunesse, Import substitution et patriotisme économique pour le progrès du Cameroun ».

Clément Noumsi

Origines du 11 février

Du deuil national à une Journée de la Jeunesse

Après avoir longtemps pleuré le départ des Camerounais rattachés au Nigeria à la suite du référendum de 1961, la Nation s'est remise en marche en faisant du triste anniversaire un jour de joie : fêter la jeunesse qui incarne l'avenir.

À la fin de 1963, le gouvernement dirigé par John Ngu Foncha rendit public son projet de dédier la journée du plébiscite à sa jeunesse. Cela impliquait que le 26 octobre (fête nationale du Cameroun occidental) deviendrait obsolète et que la Journée de la jeunesse serait désormais célébrée le 11 février. La missive du secrétaire du Premier ministre révélait ainsi l'amendement.

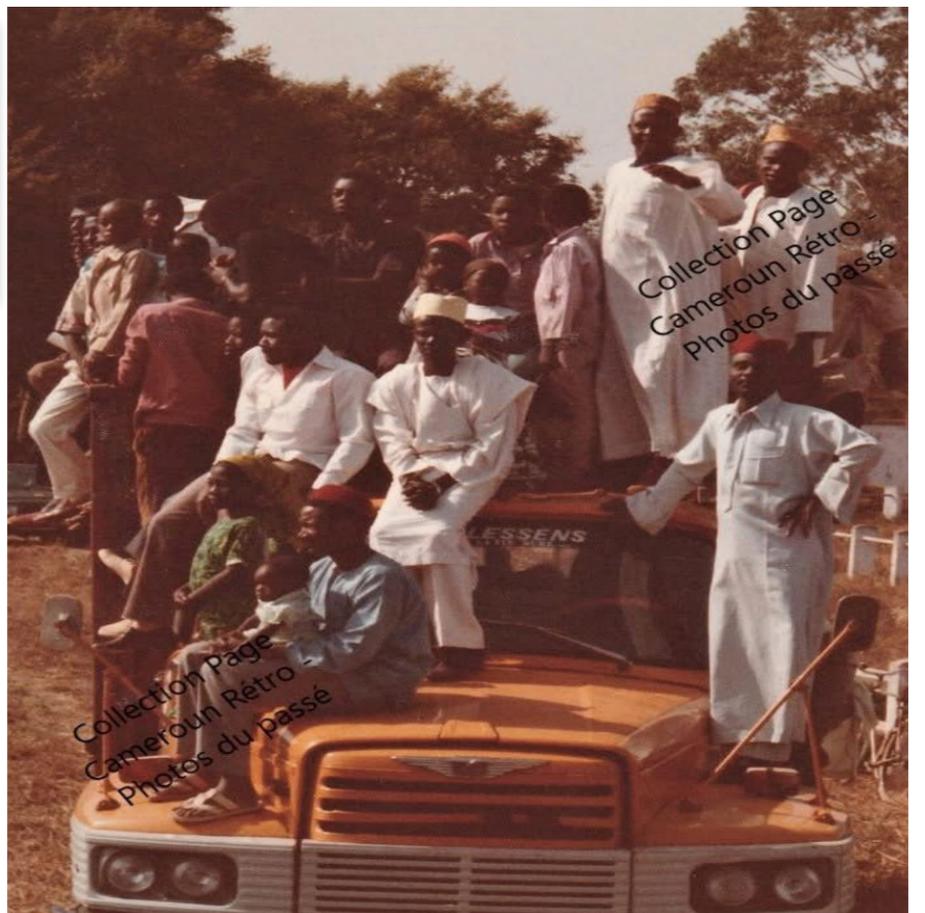
Le ministère de l'Éducation et de la Protection sociale, chargé d'organiser les événements de la Journée de la jeunesse, en collaboration avec les autorités civiles de diverses divisions, a réaffirmé « l'intention du gouvernement du Cameroun occidental de rendre les célébrations de la Journée de la jeunesse de cette année [1964] uniques, en commémoration du jour du plébiscite qui a apporté l'indépendance à cet État ». Il a appelé toutes les forces « à donner, à l'occasion, la dignité et la popularité qu'elle mérite ».

L'événement se voulait unique. Le gouvernement du Cameroun occidental avait invité à Buea et à Bamenda plus de 200 dignitaires du Cameroun oriental (français), dont le président fédéral Ahmadou Ahidjo (qui ne fit pas le déplacement), les

maires de Douala, Nkongsamba, Kribi, Yaoundé, les chefs traditionnels comme le roi Manga Bell de Douala et le Sultan de Foumban. Il était prévu que cette première Journée de la Jeunesse et des Sports organisée le jour du plébiscite se déroulerait les 11 et 12 février. À cette fin, et pour assurer une participation massive, les anciens centres de Tiko, Victoria et Muyuka ont été fusionnés au centre de Buea, tandis que les centres de Ndop, Santa, Bafut, Bali et Mbengwi ont fusionné avec le centre de Bamenda.

En raison de la mauvaise infrastructure routière et de la rareté des véhicules, les élèves des zones rurales se rendaient à pied à Bamenda tandis que diverses communes assuraient le transport des enfants. Toutes les routes menaient à Buea et à Bamenda pour cette grande occasion.

En 1966, le gouvernement fédéral camerounais a adopté la fête du Cameroun occidental et l'a érigée en jour férié national. Depuis lors, la fête nationale de la Jeunesse du Cameroun est célébrée tous les 11 février. De nombreux Camerounais se souviennent avec une immense nostalgie des événements de leur fête de la Jeunesse. Peu d'entre eux savent que cette date importante du calendrier national camerounais est née au Cameroun occidental.



Les participants à la fête de la jeunesse à Ngaoundéré en 1982

De toute évidence, le gouvernement dirigé par Foncha avait les meilleures intentions en dédiant la journée du plébiscite à sa jeunesse à une époque où les jeunes bénéficiaient d'un « prestige culturel » exceptionnel du fait qu'ils étaient perçus comme les principaux agents de transformation des Nations fraîchement décolonisées.

Depuis 1966 pourtant, aucun discours de la fête de la Jeunesse n'a été prononcé en anglais, sous l'ère Ahidjo et en 43 ans de l'ère Biya Pour une Nation qui revendique son héri-

tage colonial français et britannique, l'exemple de la fête nationale de la Jeunesse démontre clairement la proportion farfelue de telles revendications.

C'est ainsi qu'en 1990, John Ngu Foncha, alors vice vice-président de la République, va saisir le secrétaire général de l'Onu pour marquer son mécontentement avant de démissionner du gouvernement.

Clément Noumsi (Source : archives locales de Bamenda)

Nkoteng-MBandjock

La tension reste vive au sein de la Sosucam

Le travail n'a toujours pas repris au sein de la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam). La Direction Générale et les grévistes n'ont pas encore fumé le calumet de la paix, pour un climat apaisé au sein de l'entreprise.

Les habitants des villes de Nkoteng et de Mbandjock situées dans le département de la Haute Sanaga, Région du Centre, vaquent peu à peu à leurs occupations, au lendemain des violents affrontements meurtriers qui ont opposé les grévistes de la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam) et les forces de maintien de l'ordre le 4 février dernier.

Le Bilan de ce malheureux incident fait état de quatre morts, plusieurs blessés, parmi les civils et dix blessés du côté des forces de l'ordre. On dénombre par ailleurs, de nombreuses pertes matérielles notamment les plantations de canne à sucre (plus de 150 hectares incendiés). Des bâtiments administratifs ont été vandalisés ainsi que de nombreux édifices publics.

L'incident survenu s'explique par un mouvement de grève des ouvriers qui dénoncent les mauvaises conditions de travail. D'après ces derniers, celles-ci s'apparentent à de l'esclavage au sein de l'entreprise. Ils pointent également du doigt, les mauvais traitements salariaux, qui plongent la quasi-totalité des ouvriers dans la précarité. Ils incriminent l'administration, notamment le nouveau Directeur général Jean-Louis Liscio, qui, à les en croire, brille par un management de brocante. Pour désamorcer ce climat délétère entre l'employeur et les ouvriers, des mesures cosmétiques ont été prises.

« Les réunions se font nuitamment, les salaires ont été payés hier le 5 février, mais le travail n'a toujours pas repris », confie une source. Plus de



Jean-Louis Liscio, Directeur général de la Sosucam.

30 personnes (manifestants) ont été arrêtées et déferées à la prison de Nanga-Eboko. Une telle situation mécontente les ouvriers qui, ce 6 février 2025 aux environs de 13 heures, ont à nouveau mis le feu aux plantations de canne à sucre.

Revendications

Dans une pétition adressée à la Direction Générale de la Sosucam le 2 janvier 2025, les ouvriers (les coupeurs de canne) exigent de l'administration, la prise en compte d'un salaire de base de

105000 FCFA. Ces derniers exigent en outre une augmentation salariale automatique tous les six ans. Ils réclament également la libération de tous les coupeurs de canne qui croupissent dans les geôles à Nanga-Eboko. Pour ce qui est de la paie, les manifestants exigent les conditions suivantes :

- un acompte à partir du 20 de chaque mois;
- un acompte le 5 de chaque mois pour le reste du personnel.

Une infirmière de l'entreprise qui a plus de 25 ans de service nous confie le malaise des ouvriers. « C'est depuis le mois de novembre 2023

que les salaires de tous les ouvriers ont été revus à la baisse. Dans ce climat de frustrations, il n'y a que les coupeurs de canne à sucre (saisonniers) qui ont eu le courage de revendiquer. Le reste du personnel de bureaux ont peur de manifester, par crainte de licenciement abusif ». Elle poursuit : « Jusqu'à ce jour, je suis temporaire ou saisonnière. En dehors de mon cas, certains ont à leur actif 15 à 20 ans d'ancienneté dans divers services sans être intégrés. Ils sont obligés de vaquer à leurs occupations dans la résignation. Aucune manifestation n'est autorisée, sous peine de radiation sans autres formes de procès ».

Si au début, la grève était pacifique, l'arrivée des forces de maintien de l'ordre ce matin du 04 février, a envenimé le climat, et viré aux affrontements violents comme l'on peut le constater dans la ville de Nkoteng.

Mesures

Après ces malheureux incidents, des mesures sécuritaires ont été prises en présence des autorités administratives et traditionnelles. Elles ont appelé au dialogue social entre les différentes parties. Par ailleurs, elles ont exigé la fermeture des débits de boisson, l'interdiction de tout regroupement, le port obligatoire de la carte nationale d'identité. Pour la reprise des activités au sein de la Sosucam, une réunion est prévue le 7 février 2025. Elle sera présidée par le Préfet du département de la Haute Sanaga. A cette occasion, il sera accompagné des autorités de la ville de Nkoteng et de Mbandjock.

Olivier Mbessité

Routes

Le défi de bitumer 600 km en 2025

Réaliser cet objectif serait un exploit pour le Ministère des Travaux publics qui a pu livrer 397 km l'année dernière malgré une ambition fixée à 656 km.



Tronçon Mbouda-Batcham le 31 Janvier 2025. L'état des travaux avec ma mise en œuvre du béton bitumeux

Durant deux jours les 28 et 29 janvier 2025, l'essentiel du personnel du Ministère des Travaux publics était regroupé autour du Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi, pour poser les bases d'une année nouvelle dans le domaine des infrastructures. Des échanges qui ont permis de faire le diagnostic de l'année dernière (2024) et de fixer le cap de 2025 en toute sérénité.

« Faire plus avec peu », tel est le leitmotiv qui a, une fois de plus, sous-tendu la cérémonie d'échange des vœux de nouvel an entre le Ministre des Travaux Publics, ses plus proches collaborateurs et le personnel du départe-

ment ministériel. A la suite du secrétaire général, Urbain Noël Ebang Mvé, qui a annoncé les perspectives, le Ministre Nganou Djoumessi s'est voulu interpellateur par rapport aux attentes multiples des populations.

« Il appartient à chaque acteur, selon sa position, de jouer sa partition », a indiqué le Ministre, avant de passer en revue un certain nombre de projets achevés, entre autres, les sections Ntui-Ndjolé; Ndjolé-Mankim; Mankim-Meteing. « Vous pouvez désormais partir de Yaoundé pour Ngatt sur une route bitumée », s'est-il félicité. Tout comme Matazem-Welcome to Bamenda de la route Babadjou-Bamenda; les lots 2 et 3 des

travaux d'entretien confortatif de la route Mbalmayo-Sangmélina; les 40 premiers kilomètres de la route Awae-Esse-Soa; les travaux de construction du pont sur le Logone.

En revanche, certains projets emblématiques démarrent en 2025 : la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala, la voie de contournement de la pénétrante nord de Yaoundé, le doublement de la route échangeur d'Olembé-Obala, la section Tchakamari-Kousseri de la route Mora-Dabanga. L'argent ne sera jamais suffisant pour les chantiers, y compris les quelques 638,6 milliards F.Cfa d'enveloppe budgétaire du Ministère des Travaux publics. C'est pourquoi Emmanuel

Nganou Djoumessi appelle à une utilisation responsable de cette ressource afin d'atteindre l'objectif d'au moins 600 km de routes bitumées ou réhabilitées en 2025.

Devant le Parlement en novembre dernier, le Ministre avait affirmé l'ambition de livrer 754,76 nouvelles routes bitumées au cours de cette année. Soit 100 km de plus par rapport à l'ambition affichée en 2024. Il faudra mettre les bouchées doubles, sachant que les résultats de 2024 ont à peine dépassé 50% de l'objectif de départ. Dans tous les cas, Emmanuel Nganou Djoumessi a aussi annoncé aux représentants du peuple, que 9 grands projets routiers commencent en 2025, pour un linéaire total de 555 km. En fin d'année, on fera le décompte des projets engagés et les kilomètres bitumés.

S'agissant de la réhabilitation de certains axes routiers, le Ministre fait savoir que les travaux vont se poursuivre en vue d'améliorer leur niveau de service. Pour ce qui est de la pénétrante Est de la ville de Douala, il recommande l'achèvement des travaux qui passent par la responsabilité de chaque intervenant. C'est également le cas pour les premières sections de la Ring Road; de la route Bogo-Guirvidig-Pouss. En ce qui concerne la boucle de la Lékié, le Ministre a salué l'implication assurée des partenaires concessionnaires dans la libération des emprises des travaux. Ces challenges, soutient le ministre, ne seront relevés que si chaque maillon de la chaîne fait preuve d'inventivité, de créativité, d'anticipation et de citoyenneté.

Clément NOUMSI

Eglise catholique et Pouvoir politique

Comment ils sont devenus des évêques du tonnerre

Pouvoir temporel et pouvoir spirituel ont toujours coexisté au Cameroun. Loin d'être un long fleuve tranquille, leur collaboration connaît souvent des frictions, surtout lorsque des princes de l'Eglise décident de prendre le parti des pauvres, en mettant à nue les échecs de la gouvernance politique. L'actualité a mis au-devant de la scène certains évêques dont les sorties sont plus qu'embarrassantes pour le Pouvoir de Yaoundé qui tient à se renouveler le temps de l'élection présidentielle prévue cette année. Les trajectoires de ces prélats restent intéressantes à explorer, pour découvrir quelles expériences déterminent leurs positionnements vis-à-vis du pouvoir. Dans tous les cas, ils marchent déjà sur les pas de leurs illustres devanciers tel Mgr Albert Dongmo dont l'engagement lui a valu le surnom d'« Evêque du tonnerre ».



Evangile

2025 : année jubilaire, le temps des vérités

Au Cameroun, le message de l'Eglise catholique romaine coïncide avec les craintes et les suspicions autour d'un règne politique finissant, et le désir d'en finir avec un Pouvoir qui se veut pourtant perpétuel.

« Fils du tonnerre ». Ainsi peuvent être appelés certains évêques de l'Eglise catholique romaine au Cameroun. En portant ce surnom, ces prélats incarneraient alors les figures des Apôtres Jacques et Jean que Jésus lui-même avait nommés « Fils du tonnerre », en référence à leur tempérament énergique et passionné, surtout leur zèle pour la justice et la vérité. La Bible même raconte que Jacques et Jean avaient demandé en vain à Jésus de leur permettre de faire tomber le feu du ciel sur une ville qui a vait refusé d'accueillir le Christ et ses disciples.

Dans le contexte des Saintes Ecritures, le tonnerre peut être associé à la puissance et à l'autorité de Dieu. Dans le contexte camerounais, l'actualité permet d'identifier quatre évêques qui porteraient aisément le titre de « Fils du tonnerre ». Il s'agit de : Samuel Kleda, l'Archevêque métropolitain de Douala, Andrew Nkea Fuanya, l'Archevêque métropolitain de Bamenda, Emmanuel Abbo, l'Evêque de Ngaoundéré, et Yaouda Hourgo, l'Evêque de Yaoundé. Leurs sorties respectives en fin décembre 2024 et en janvier 2025 en disent long sur leurs positionnements respectifs.

Le premier coup de gong a été donné le 25 décembre par Monseigneur Samuel Kleda qui, égal à lui-même et fidèle à sa réputation, a déclaré sur les antennes de Radio France International qu'une candidature de Paul Biya était « irréaliste », sachant que le président est âgé de 92 ans et cumule 42 ans ininterrompus de la Magistrature suprême. L'Archevêque ajoute que le « miracle » n'est pas possible. Dernier à prendre la

parole dans cette valse de propos embarrassants pour le pouvoir de Yaoundé, Monseigneur Andrew Nkea a saisi l'occasion le 10 janvier, lors de la clôture du 48ème séminaire annuel des évêques du Cameroun tenu à Buea, pour l'avènement d'un « Cameroun nouveau » ; *laissant le soin aux commentateurs* de donner un sens au mot nouveau. Surtout, le courageux prélat qui, depuis 2016, brave tous les dangers dans le Nord-Ouest en guerre, appelle « *tous ceux qui sont responsables de la gestion de notre pays à placer le bien-être des Camerounais au-dessus des intérêts égoïstes* ».

Eglise active

Quant à l'Evêque de Ngaoundéré, Monseigneur Emmanuel Abbo, moins connu que les deux premiers, il a choisi son homélie de la messe du 29 décembre pour déconstruire le concept du Moulinex broyeur popularisé par le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji. Convoquant l'ironie à froid, l'Evêque s'interroge sur ce qui restera à gouverner lorsque tous les Camerounais auront été broyés dans le Moulinex alors qu'ils ne demandent qu'à manger. Telle est la contradiction d'un Etat répressif qui mange ses propres enfants.

Celui qu'on n'attendait pas dans le quatuor des « Fils du tonnerre » c'est à coup sûr l'Evêque de Yaoundé. Pour sa première sortie sur le terrain glissant de la gouvernance politique, Monseigneur Yaouda Hourgo est celui qui a donné le coup de pied le plus retentissant dans la fourmière, en déclarant que même le « Diable » est acceptable à la tête du

Cameroun en lieu et place de la classe dirigeante actuelle tellement celle-ci incarne le mal. Le propos acerbe a surpris beaucoup qui n'avaient pas vu venir Monseigneur Yaouda avant son homélie de la messe du 1er janvier 2025.

Ces formes d'expression témoignent de ce que l'Eglise n'est pas seulement contemplative. Elle est aussi active et peut se faire fort de déclarations ou de critiques sur la marche des sociétés humaines.

Au Cameroun, les quatre prélats sont sans aucun doute sur les traces de Monseigneur Albert Dongmo, l'Evêque de Nkongsamba, surnommée « Evêque du tonnerre ». Après lui, il y a eu Monseigneur Thomas Kuissi dans le même diocèse. Plus tard sont apparus André Wouking, Christian Tumi et bien d'autres. Leurs continuateurs sont à l'œuvre aujourd'hui. « *C'est une question de tempérament ou de charisme personnel dans la manière de porter l'Evangile* », explique un prêtre de l'archidiocèse de Yaoundé.

Les dénonciations des prélats relèvent de leurs expériences vécues en tant que citoyens et membres de la société camerounaise où règne la misère. Mieux, ces pasteurs ont le ministère de l'écoute. Beaucoup de souffrances leur sont rapportées ou confiées. En parlant de ces souffrances, ils demeurent dans leur rôle, même si l'image du Pouvoir politique s'en trouve écornée. Les évêques qui dénoncent aujourd'hui ont chacun de bonnes raisons de faire des critiques acerbes de la gouvernance politique.

Expériences vécues

A Douala, Monseigneur Samuel Kleda vit dans une ville inondée de mototaxis à cause du chômage endémique des jeunes. Dans les régions de l'Extrême Nord et de l'Est où il a travaillé, la pauvreté devient très vite misère et mort. C'est ce dénuement des humains que touchent du doigt l'Evêque de Yaoundé à cause des inondations et l'Evêque de Ngaoundéré du fait de l'insécurité.

Un Evêque comme Mgr Yaouda Hourga, jusque-là réservé, peut très bien s'indigner après avoir perdu un prêtre de son diocèse, assassiné à Douala dans des conditions restées non élucidées. Mgr Andrew Nkea a des raisons d'être remonté en voyant l'Eglise continuer d'être une victime d'une guerre toujours entretenue par les extrémistes du gouvernement.

Pourtant le politique a les moyens d'éviter l'affrontement dans les régions du NoSo.

« *Si l'Evangile est vérité, justice, engagement social, il dérange forcément le pouvoir politique, surtout en contexte de mauvaise gouvernance* », prévient un autre prêtre. L'Eglise ne saurait rester silencieuse face à tant de misère et d'injustices. Et voici que l'année 2025 marque le jubilé qui a lieu tous les 25 ans dans l'Eglise catholique romaine.

Ce sera aussi un moment particulier pour le Cameroun qui doit élire un président de la République. Cette coïncidence ne manque pas d'influencer ou d'accentuer le positionnement de certains prélats qui, cette année jubilaire, doivent plus que jamais prêcher la justice, la vérité, la libération, l'engagement, etc. Etant entendu que le message de l'Evangile épouse le contexte social, les prochains mois promettent d'autres piques venant du clergé catholique. Car assis ici, beaucoup espèrent un changement d'homme en vue d'un renouvellement des problématiques.

Assongmo Necdem

Archidiocèse de Douala

Samuel Kleda, l'héritier

Du feu Christian Cardinal Tumi, il a de quoi tenir. La critique acerbe du système gouvernant et, surtout, le propos franc adressé au président Paul Biya.



Samuel Kleda est né en pays toupouri, puis est devenu fils de l'Eglise et grand défenseur de l'humanité dans les sociétés humaines. La compassion, la clémence ou encore la bonté, sont autant de vertus morales inscrites au cœur de son ministère qui dure depuis presque 40 ans. Le prélat est habitué par ce désir actif de bienveillance longtemps avant son ordination comme prêtre en 1986 à Golompwy, son village natal, dans le département du Mayo-Kani, région de l'Extrême Nord.

Cet engagement en faveur de la veuve et l'orphelin, pour les pauvres et les opprimés, caractérise sa vie sacerdotale : dès les débuts comme aumônier au lycée de Kaélé et vicaire paroissial, puis en tant que recteur au petit séminaire St Paul de Guider, plus tard dans ses fonctions d'Evêque de Batouri et aujourd'hui encore en tant qu'Archevêque métropolitain de Douala. Au grand séminaire provincial St Augustin de Maroua où Samuel Kleda a occupé un poste d'enseignant permanent, sa pédagogie est restée imprégnée de cette humanité agissante. Ce n'est guère un hasard lorsque le 7 décembre 2000, Samuel Kleda devient l'Evêque de Batouri en remplacement de l'emblématique Roger Pirenne, le Belge qui a pris racines au Cameroun auprès des plus vulnérables.

Le prélat est intraitable envers toute personne et toute gouvernance politique qui appauvrit et oppresse l'humain. Sa critique acerbe le met d'ores et déjà sur les pas de Christian Cardinal Tumi, celui-là même qui n'a jamais mis de gangts pour dénoncer les dérives du Pouvoir de Paul Biya. Le rapprochement de Tumi et Kleda est si naturel qu'il devient aisé d'y voir

une relation père-fils au sein de l'Eglise catholique romaine du Cameroun.

Au nom du père et du fils...

Le 30 novembre 2007, le fils finit par rejoindre le père à l'archidiocèse de Douala. Le Cardinal Tumi, devenu vieux et fatigué, a demandé au Pape sa mise en retraite. Samuel Kleda devient l'archevêque coadjuteur. Au cours des 2 ans que dure la collaboration, le Cardinal Tumi s'attèle à préparer le passage du bâton pastoral et à parachever la transmission d'un héritage que Monseigneur Kleda assume déjà avec aisance. Puis vient le 9 janvier 2020 où ce dernier devient l'archevêque métropolitain de Douala et prend place sur la cathèdre.

Lors de la cérémonie solennelle à la Cathédrale Sts Pierre et Paul de Douala, la délégation du gouvernement se trouve aux premières loges, conduite par le directeur du cabinet civil de la présidence de la République de l'époque, Martin Bellinga Eboutou, représentant le président Paul Biya. A ses côtés, le secrétaire général de la présidence de la République, Laurent Easo et plusieurs ministres dont celui de la Communication, Issa Tchiroma Bakary. Le nonce apostolique, le cardinal Elisio Antonio Ariotti parle de Christian Cardinal Tumi comme un « *fidèle collaborateur de Dieu plein de zèle* ». « *Ce sont des hommes comme vous qui ont fait briller la lumière aux yeux des hommes* », ajoute-t-il, puis appelle le successeur à suivre la même voie. Au-delà du verbe des mortels, il y a la parole de Dieu contenu dans les textes bibliques sélectionnés pour introniser Samuel Kleda. Dans Deutéronome, chapitre 18, versets 15-20, il est écrit : « *Je ferai se lever au milieu de leurs frères un prophète (...), je mettrai dans sa bouche*

mes paroles (...). Si quelqu'un n'écoute pas les paroles que ce prophète prononcera en mon nom, moi-même je lui demanderai compte. » Ensuite, dans son Evangile, l'Apôtre Jean dit ceci du verset 14 au verset 21 : « *Nous savons que nous appartenons à Dieu, alors que le monde entier est dominé par le Mauvais (...)* ». Enfin, le même Jean, dans le chapitre 10, des versets 11 à 18, prévient : « (...) Le vrai berger donne sa vie pour ses brebis (...). Je connais mes brebis et mes brebis me connaissent (...). J'ai encore d'autres brebis, qui ne sont pas de cette bergerie : celles-là aussi, il faut que je les conduise (...). ».

Le Pouvoir de Yaoundé était donc prévenu. Les Ecritures Saintes donnent à Samuel Kleda suffisamment d'ardeur dans son engagement originel. Son opposition à un nouveau mandat de Paul Biya à la tête du Cameroun ne date pas d'aujourd'hui. En 2017, à la veille de la présidentielle de 2018, le prélat avait clairement dénoncé une éventuelle candidature du président sortant. « *J'insiste en disant que si le président Paul Biya aime ce pays, il devrait plutôt se retirer que de prêter une oreille attentive à ceux qui lui demandent de se représenter* », avait-il affirmé dans une interview chez nos confrères de La Nouvelle Expression. Sept ans sont passés. Le président Biya, désormais âgé de 92 ans, achève le mandat qui lui avait été déconseillé, et ne dit pas s'il se retire. Alors Mgr Kleda a choisi une tribune mondiale pour lui dire qu'un autre mandat serait « *irréaliste* ».

Développement intégral humain

S'il déconseille à chaque fois au président de se représenter, Mgr Samuel

Kleda reste perplexe sur les victoires de ce dernier. « *Cette élection m'a amené à des interrogations, avait affirmé le prélat le 23 octobre 2018. Si je prends le cas de l'Extrême Nord, dire que ces gens qui souffrent presque chaque année ont voté à 89% pour ceux qui les dirigent actuellement, cela me pose sérieusement problème! Je regarde aussi la zone anglophone où les pourcentages en faveur du parti au pouvoir sont très élevés. Au moment où on n'a pas pu faire campagne dans ces deux régions, d'où viennent ces pourcentages?* » Cette sortie est lourde de sous-entendus. L'un deux c'est que la voix du peuple ne s'est pas exprimée. Tout comme, celle-ci avait été ignorée lors de l'adoption du Code électoral, constatait le prêtre en 2012. « *On se moque quelque peu des Camerounais. Quelle honte et quelle misère!* », s'était-il indigné.

Samuel Kleda ne fait pas que dénoncer ceux et celles qui oppressent et appauvrissent. Il prend soin du peuple. La médecine par les plantes est sa solution apportée à une population qui n'a souvent pas accès aux soins de santé élémentaires, notamment dans l'Extrême Nord et à l'Est où il a porté l'Evangile. Le prélat n'a jamais cessé de développer son savoir-faire phyto-thérapeutique, si bien qu'il a pu proposer une solution curative au plus fort de la pandémie du coronavirus.

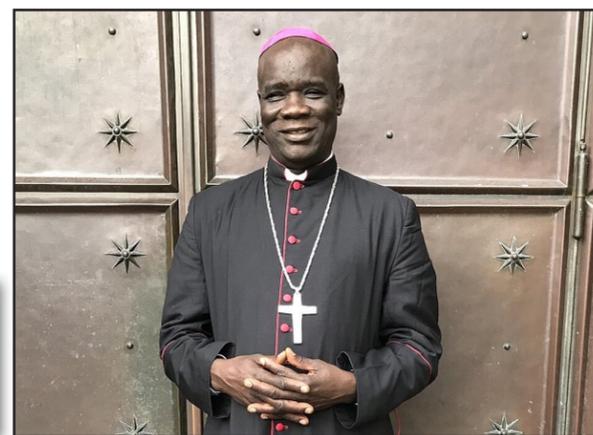
En janvier 2021, l'action pastorale de Mgr Kleda lui a valu d'intégrer le Dicastère pour le service du développement intégral humain au Vatican.

Assongmo Necdem

Diocèse de Yagoua

Barthélemy Yaouda Hourgoh, le réaliste

Les injustices et la misère l'ont fait sortir de ses gongs. Pour en finir avec l'ordre gouvernant actuel, il milite pour l'engagement politique des citoyens camerounais.



Au cours de l'homélie dite lors de la messe du nouvel An, Mgr avait la gestuelle d'un orateur passionné par son sujet. Cette communication non verbale cadrait alors avec la rudesse de son propos, surtout lorsqu'il est allé jusqu'à dire que le Diable peut aussi gouverner le Cameroun pourvu qu'il y ait alternance politique. « *On ne va pas souffrir plus que ça encore.*

On a déjà souffert. Le pire ne viendra pas. Même le Diable, qu'il prenne d'abord le pouvoir au Cameroun et on verra après! Amen! », a-t-il assené en guise de conclusion, sous les applaudissements et les rires d'un auditoire conquis par l'essentiel. Ce qui aurait pu être pris pour un dérapage langagier a ensuite été confirmé avec la même fougue au fil des interviews que le prélat a accordées aux médias nationaux. Même la dénonciation des défenseurs du régime de Yaoundé n'y ont rien fait. Mgr Barthélemy Yaouda Hourgoh est resté campé sur ses positions.

Pour sa première sortie sur le terrain glissant de la gouvernance politique, Monseigneur Yaouda Hourgoh est celui qui a donné le coup de pied le plus retentissant dans la fourmière, en déclarant que même le « *Diable* » est acceptable à la tête du Cameroun en lieu et place de la classe dirigeante actuelle tellement celle-ci incarne le mal. Le propos acerbe a surpris beaucoup

qui n'avaient pas vu venir Monseigneur Yaouda avant son homélie de la messe du 1er janvier 2025. Sa colère n'est pas étrangère au dénuement des humains que touchent du doigt l'Evêque de Yagoua à cause des inondations.

Au lendemain de cette sortie, on a vu Mgr Yaouda sur des images partagées sur les réseaux sociaux. Il est pose avec les organisateurs d'une campagne nationale d'inscriptions sur les listes électorales portées par l'analyste politique Aristide Mono dont les positions très critiques vis-à-vis du Pouvoir en place sont connues.

Mgr Barthélemy Yaouda est né le 3 janvier 1964 dans le village de Mayo-Ouldémé (Tokombéré), dans le département du Mayo-Sava (Région de l'Extrême-Nord du Cameroun). Même si le président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguie Djibril est l'élite majeure de l'arrondissement de Tokombéré, l'évêque n'a jamais perdu sa liberté. Il a grandi à Blablim, dans la Paroisse Saint Paul de Mora.

Il a réalisé ses études élémentaires et son collège dans la région de l'Adamaoua, et ses études supérieures d'abord au petit séminaire de Golompwi (le village de Kléda) et ensuite au petit séminaire de Douvanger, dans le Nord du Cameroun.

En 1989, il entre au Grand Séminaire Saint Augustin de Maroua en 1989, où il suit le cours ordinaire de préparation et de discernement jusqu'à son admission à l'ordination sacerdotale.

Le 8 novembre 1997 il a été ordonné prêtre à Maroua par Mgr Philippe Albert Joseph Stevens, Evêque de Maroua-Mokolo. Avant de recevoir la charge épiscopale, Mgr Yaouda a été curé des paroisses de Makoulahé, de la Cathédrale de Maroua, de Salak et de Domayo-Maroua, Vicaire général de son diocèse et responsable diocésain des OPM (Œuvres Pontificales Missionnaires).

Il est nommé administrateur apostolique du Diocèse de Yagoua le 24 janvier 2007. Puis le 31 mai 2008, Mgr Barthélemy Yaouda est nommé Evêque de Yagoua par le Pape Benoît XVI.

Son ordination épiscopale a eu lieu le 1er octobre 2008 à la Cathédrale Sainte Anne de Yagoua, où Mgr Yaouda a été consacré par le Cardinal Robert Sarah et par Mgr Philippe Albert Joseph Stevens, Evêque de Maroua-Mokolo.

Clément Nouns

Archidiocèse de Bamenda

Andrew Nkea Fuanya, le téméraire

Au regard du climat sociopolitique agité au Cameroun, le prélat iconoclaste se donne pour mission d'apporter sa pierre dans l'édification d'un Cameroun nouveau et prospère pour ses ouailles.

L'Archevêque métropolitain de Bamenda, Andrew Nkea Fuanya, et président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc), est un fervent apôtre de la paix. Il est né le 29 août 1965 à Bamenda au sein de la paroisse Saint-Mathias de Widikum, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun. Il a grandi entre les villes de Kumbo, Buea et Tiko avant d'entrer au grand séminaire Saint-Thomas D'Aquin de Bambui en septembre 1985. Il sort en 1992 et est ordonné curé de la paroisse de Mbongue, dans le Sud-Ouest. Selon nos confrères de Jeune Afrique, lorsque la crise sociopolitique dans les régions anglophones du NoSo éclate en novembre 2016, l'ancien étudiant du droit canon de l'Université pontificale uranienne de Rome achève sa troisième année en tant qu'évêque de la ville de Mamfé.

C'est là qu'il bâtit sa réputation de pèlerin de la paix, à travers des prises de position et des actions restées dans les mémoires. En novembre 2018, sans craindre de prendre le contrepied d'un rapport gouvernemental, il pointe ouvertement la responsabilité de l'armée après la mort du missionnaire kenyan Cosmos Oboto Ondari, survenue à Kembong. La même année, il se rend dans l'Etat nigérian de Cross River, où se trouvent plus de 7 000 réfugiés camerounais, jetant une lumière crue sur les défaillances de la réponse humanitaire proposée par Yaoundé.

Au cours de ses prêches, il condamne les multiples abus perpétrés par l'armée. Bravant dans le même temps les multiples menaces des séparatistes, il participe en 2019 au Grand dialogue



national, et multiplie des actions pour le retour des élèves en classes. « Nous continuerons d'appeler les « ambaboyes » à sortir de la brousse et renoncer aux armes », avait-il expliqué. « Il y a un problème dans le Cameroun anglophone, il doit être examiné en profondeur, si nous voulons que la paix règne dans ce pays », continue-t-il. « Détruire les écoles, c'est se tirer une balle au pied. Seul le dialogue franc et sincère peut nous conduire à la solution de paix durable », ajoute le prélat, très remonté.

Présidentielle 2025

En dépit des diatribes à l'égard de la position de certains prélats du Cameroun, l'Archevêque de Bamenda ne s'est pas retenu pour exprimer sa vision du Cameroun attendu par la ma-

jeurité des Camerounais. Au cours du 48ème séminaire annuel des évêques du Cameroun tenu à Buea du 4 au 11 janvier 2025, il a appelé à ne pas perdre espoir pour l'avènement d'un « Cameroun nouveau, un Cameroun de l'Unité ». Les commentateurs ont vite conclu que Mgr Andrew Nkea demande le départ de Paul Biya dont la décision de se présenter ou non à l'élection présidentielle de cette année est très scrutée autant par ses soutiens que par ses critiques. Le président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc) a par ailleurs appelé les citoyens camerounais à prendre leur responsabilité en main, et a lancé un appel au changement dans le pays pour la prochaine élection ; et 2025 a-t-il rappelé, est une année jubilaire. Une déclaration qui, aux yeux de nom-

breux Camerounais, a été interprétée comme une officialisation de la position de l'Eglise catholique romaine au Cameroun sur la candidature de Paul Biya.

Pourtant dans son allocution de circonstance, l'archevêque de Bamenda a aussi parlé de paix, thème central du séminaire des évêques. En s'inspirant des enseignements du Pape François, il a invité les évêques à œuvrer pour un dialogue constructif entre toutes les composantes de la société camerounaise. Sur le site Vatican News, la quintessence des recommandations de Mgr Nkea sont illustrées, ceci en rapport à la socio-politique du pays. Le prélat fait savoir qu'« il y a urgence pour les autorités étatiques de travailler pour la justice sociale », mais aussi sur l'impératif pour « les Camerounais à se respecter les uns envers les autres.

« Synodalité veut également dire solidarité. Nous exprimons notre proximité à tous ceux qui souffrent et nous leur partageons le message d'Espérance que l'Esprit nous délivre pour eux tous ».

En se référant aux réactions au sujet de la prochaine élection présidentielle, Mgr Nkea, l'Archevêque de Bamenda, a réitéré l'appel à toujours « promouvoir la paix grâce à laquelle rien n'est perdu, et sans laquelle tout peut être perdu ». Pour conclure le président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun déclare : « Nous Evêques du Cameroun, nous sommes conscients de la souffrance de nos concitoyens et nous appelons tous ceux qui sont responsables de la gestion de notre pays à placer le bien-être des Camerounais au-dessus des intérêts égoïstes ».

Olivier Mbessité

Diocèse de Ngaoundéré

Emmanuel Abbo, le fougueux

L'évêque séduit et rassure les Camerounais. Il veut les entendre crier leurs souffrances aux mépris des menaces formulées par le Moulinex et le rouleau compresseur.

Si beaucoup de personnes ont découvert Mgr Emmanuel Abbo après son homélie du 1er janvier 2025, le prélat n'est pas à sa première diatribe sur les dérives de la gouvernance au Cameroun. Il sait choisir ses moments pour tirer à boulets rouges. Le 25 décembre 2019 au cours de la messe de Noël en la Cathédrale Notre Dame des Apôtres de Ngaoundéré, il demandait des comptes à peine voilés aux dirigeants du Cameroun : « Est-ce que les enfants des pauvres peuvent encore obtenir un emploi ? Peut-on espérer passer un concours dans ce pays ou aspirer à une promotion sans avoir un parrain ? Les pauvres peuvent-ils encore se soigner dans les hôpitaux ? Les pauvres peuvent-ils encore immatriculer leur terrain ? Les enfants des pauvres peuvent-ils avoir accès à une éducation de qualité ? Peut-on encore espérer avoir un service gratuit dans nos services publics ou privés ? Comment donc prétendre construire la paix dans notre pays quand certains Camerounais sont mal dans leur corps à cause des injustices, des discriminations dont ils sont victimes, sans

oublier leur misérable condition de vie qui est une véritable déshumanisation ? »

Au sortir de cette série de questions dérangeantes, le prélat n'avait pas manqué d'indiquer le problème du Cameroun. « Comment prétendre construire la paix durable dans notre pays quand, à cause de la corruption et des détournements de biens publics, certains Camerounais ne peuvent plus recevoir le minimum de service qui leur est dû ? », demandait l'Evêque devant un auditoire des grands jours, composé du plus petit des citoyens, mais aussi des plus grands qui font partie des autorités administratives, politiques et traditionnelles de l'Adamaoua, et même de l'élite de cette région installée dans les cercles du pouvoir à Yaoundé.

La sortie de Mgr Emmanuel Abbo le 1er janvier 2025 n'est donc qu'un autre coup de gueule du prélat qui sait dire ce qu'il croit aux dirigeants de l'Etat. Pour le faire taire, il faut plus que les intimidations du Ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji. « La plus grande des souffrances est qu'on interdit aux Camerounais d'exprimer leurs



Monseigneur Emmanuel Abbo, célébrant la messe de nouvel an au diocèse

souffrances en leur promettant que l'Etat est un rouleau compresseur, un Moulinex qui réduira en patte tout Camerounais qui osera exprimer sa souffrance », s'indigne l'Evêque. Puis il interroge : « Qui va-t-on gouverner lorsqu'on aura broyé tous les Camerounais dans le Moulinex ou qu'on sera passé sur eux avec un rouleau compresseur ? On n'intimide pas son peuple surtout lorsqu'il ne demande qu'à manger. Vous voulez que les gens viennent du ciel pour vous dire que le peuple étouffe ? »

Porté dans ses fonctions devant plus de 2 000 fidèles le 30 avril 2016, Mgr Emmanuel Abbo est le troisième Evêque du diocèse de

Ngaoundéré. Avant d'être nommé à cette charge par le pape François, le prélat a occupé diverses responsabilités. Ordonné diacre en 1999, prêtre en juin 2000, évêque et diocésain en 2016, il avait déjà été administrateur apostolique au diocèse de Ngaoundéré, en remplacement de Joseph Djida décédé le 6 janvier 2015 des suites d'un arrêt cardiaque. Mgr Abbo a été secrétaire diocésain pour l'éducation catholique entre 2005 et 2015, et curé de la Paroisse Saint-Pierre-de-Gadamabanga.

Né le 17 juillet 1969 à Mbe, une localité montagnaise située dans la Région de l'Adamaoua, l'Evêque a un parcours académique éloquent. Après des études de théologie et de philosophie au grand séminaire interdiocésain Saint-Augustin de Maroua-Mokolo, le jeune Emmanuel Abbo intègre l'université Catholique d'Afrique Centrale et obtient une licence en sciences de gestion.

Les contemporains de Mgr Emmanuel Abbo disent de lui qu'il ne se laisse jamais intimider. Pour lui, le rouleau compresseur, la mort des prélats n'est plus ni un mystère, ni un sujet à s'inquiéter. La cause défendue est noble. Mgr Benoit Balla est parti de l'eau à la terre en 2017.

J. Patrick DJON



L'AFRIQUE EN EVEIL

Aujourd'hui l'espoir

LE PRIX DE L'ÉVEIL

Concours des meilleures plumes jeunes
des lycées et collèges de Yaoundé

*Un instantané de la revalorisation
de l'écriture*

De Novembre 2024 à Février 2025

Soumissionnez en ligne à l'adresse suivante :

Email : afriqueeneveil@gmail.com

Visitez le site d'Afrique en Eveil : www.afriqueeneveil.org

PRESSE ECRITE

L'AFRIQUE EN EVEIL

Aujourd'hui l'Espoir

Nous sommes une jeune équipe dynamique à votre service et présents sur toutes les plateformes

2 ^{ème} de couverture :	200 000 Fcfa
4 ^{ème} de couverture :	300 000 Fcfa
1 Page intérieure :	150 000 Fcfa
1/2 Page intérieure :	100 000 Fcfa
Double page centrale :	400 000 Fcfa
Bandeau à la Une :	75 000 Fcfa

Filière riz

L'import-substitution toujours plombé

Le Ministère du Commerce continue de séduire les Camerounais avec du riz importé.

La campagne de ventes promotionnelles des produits de grande consommation, à savoir le riz, au bénéfice des populations camerounaises, lancée par le Ministre du commerce en fin 2024, a certes fait bel écho sur le plan de la lutte contre la vie chère, mais s'est retrouvée en marge de la stratégie d'import-substitution établie par le gouvernement camerounais depuis 2020.

Il ressort en effet de cette initiative la promotion du riz importé d'origines pakistanaise et thaïlandaise. Il en résulte une source de sortie des devises, mais alors à quelles fins du point de vue économique, au moment où les regards sont tournés sur le plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (PIISAH) 2024-2026, pour une autosuffisance notamment de la filière riz estimée à 97% d'ici 2030 ?

S'offrir du riz au Cameroun s'avère aujourd'hui un parcours du combattant dû à l'inflation au niveau des marchés, supermarchés et autres magasins de distribution. Pourtant, selon les statistiques, il fait partie des aliments de base des populations rurales et urbaines du Cameroun, occupant la deuxième place parmi les céréales les plus consommées après le maïs, et son poids dans les échanges extérieurs est suffisamment important.

Le riz importé trouve suffisamment son compte sur le marché camerounais, mettant à mal la riziculture camerounaise. Pendant que l'on multiplie des stratégies pour l'autosuffisance de la filière riz au Cameroun, fort est de constater que le Ministre en charge du commerce semble ne pas jouer franc-jeu dans son programme de lutte contre la vie chère, distribuant ainsi à prix promotionnel de 15.000 F.Cfa le sac 50 kg de riz pakistanaise ou thaïlandais dans plusieurs villes du Cameroun, semant entre autre le doute au sein de l'opinion.

Mais la véritable question c'est celle de savoir pourquoi la promotion du riz étranger et son approche de distribution qui d'une part semble se positionner en un trait d'union entre la vie économique et la politique, scandant ainsi les mérites du pouvoir en place au bénéfice des exploits prétendus du Président de la République, Paul Biya.

À dire vrai, faire manger du riz aux Camerounais c'est passer par des actions de propagande faisant le bonheur des partenaires externes ; et qui ne profitent réellement pas à la balance commerciale du Cameroun afin de palier le déficit. Or, d'après le PIISAH (Plan d'intégration d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique), le riz représente près du quart de la facture totale des importations des produits alimentaires. Hausser les volumes d'importation du riz ne ferait donc qu'accroître la sortie des devises, freiner le développement de la filière riz.

Thaïlande, l'Inde et Myanmar

Les statistiques officielles du Ministère du Commerce en 2017 révèlent que le Cameroun a dépensé environ 184 milliards F.Cfa pour importer 728 500 tonnes de riz. Des importations provenant en quasi-totalité de l'Asie (99,8%), principalement de la Thaïlande (85%), de l'Inde (7%) et de Myanmar (2%). Ce qui absorbe visiblement la production locale. Il est plus qu'urgent de développer la chaîne de valeurs de la filière riz au Cameroun et réduire le niveau de vie chère, les inflations, le déficit de la balance commerciale, afin de favoriser la promotion du « Made in Cameroon ».

Les filières riz, maïs, blé, huile de palme, poisson, lait et d'autres céréales représenteraient au cours des dix dernières années, entre 44% et 71% du déficit de la balance commerciale. Parmi les actions en cours de structuration mises en place par le PIISAH, il est envisagé 1 million 278 mille 555 hectares de terres pour la culture du riz et autres céréales.

D'autres actions portent sur l'amélioration de la production de riz par la mise à niveau et l'accroissement des capacités de production et de transformation du riz paddy des structures publiques et privées existantes, le renforcement des capacités semencières, ainsi que l'acquisition et la distribution des intrants. Il faudra également appuyer la mécanisation agricole à travers les unités de labour et de décorticage.

En 2026, la production estimée du

riz est de 464,5 milliers de tonnes, réalisables par les mesures du Plan qui devrait permettre de réduire les importations de riz de 70%, au vu de la demande du riz liée à la croissance démographique de la population, au taux d'urbanisation et à l'indice de consommation du riz par habitant qui est d'environ 25kg/hbt/an. En 2023, la demande nationale de riz au Cameroun dépasserait 600.000 tonnes. La même année, l'écart entre la production et la demande affiche un déficit qui se situe à environ 500 000 tonnes de riz blanc.

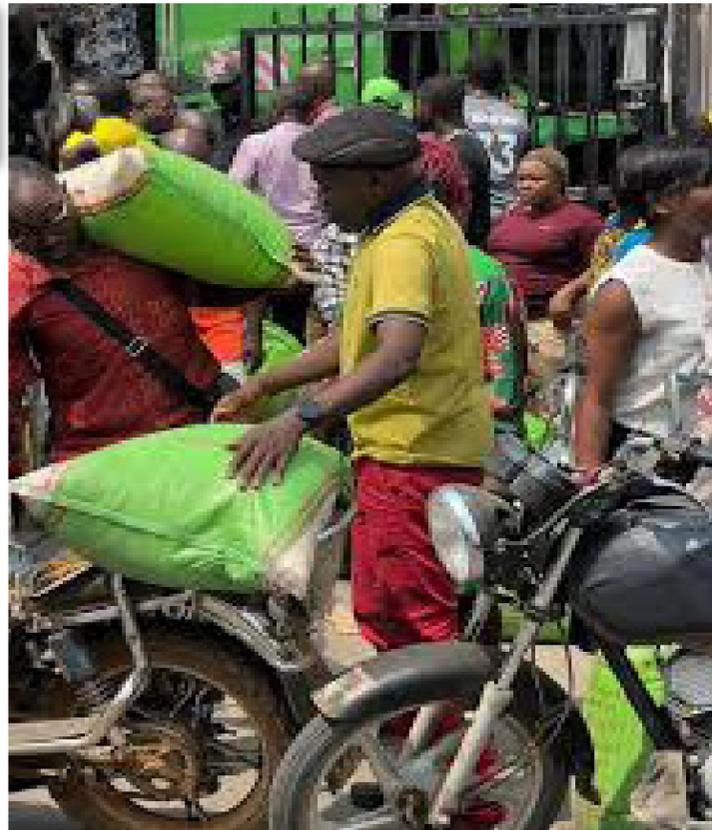
Bassins de production

La production de riz provient de plusieurs bassins et sous différentes méthodes de production (irrigué, pluvial de bas-fonds et pluvial de plateau) correspondantes aux types d'écologie.

Les bassins sont disséminés sur l'ensemble du territoire et les plus importants sont situés dans les régions de l'Extrême Nord, du Nord, du Nord-Ouest et dans une certaine mesure, l'Ouest et le Centre.

Les 2/3 de la production nationale de riz proviennent des périmètres irrigués des régions de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest (SEMRY et l'UNV-DA). La superficie totale aménagée destinée à la culture du riz est estimée à 33.000 ha dont 16.000 ha exploités partiellement en double culture. Les principaux acteurs institutionnels de la filière rizicole sont les entreprises publiques telles que la SEMRY et l'UNV-DA ; les projets (PADFA 2, PDRM 2, AIVDP, F-PRIAC, PRODERIP, Projet de Développement de la Chaîne de Valeur Riz, VIVA LOGONE, VIVA BENOUE, etc.) auxquels il convient d'ajouter quelques moyens et petits producteurs peu ou pas organisés. On estime à environ 150.000 exploitants agricoles l'effectif de la main d'œuvre consacrée à la production du riz paddy.

Plusieurs contraintes freinent le développement de la filière rizicole. Les principales sont : le caractère extensif des cultures ; les difficultés d'accès des paysans aux variétés à haut rendement et aux fertilisants ; la vétusté des infrastructures d'aménagement ; l'insuffisance des interventions en matière d'aménagements hydro



Affluence à un point de ventes promotionnelles de riz à Douala

agricoles ; l'insuffisante professionnalisation des exploitants ; le difficile accès et la vétusté du matériel de décorticage ; ainsi que le taux élevé des pertes post-récoltes.

Nigéria et Tchad

Les quantités de riz importées se sont accrues ces dernières années, impulsées par la demande intérieure et par les marchés des pays voisins, notamment le Nigéria et le Tchad, vers lesquels sont réexportés frauduleusement par voie terrestre, des quantités importantes de riz.

Cette situation est malheureusement contraire à la mise en application des mesures de préservation du pouvoir d'achat des consommateurs, prises par le Gouvernement en 2008, consistant à bonifier les droits et taxes de douane à l'importation de certains produits de première nécessité, dont le riz.

Si cette mesure a permis de juguler la crise sociale de 2008, l'accroissement des importations qu'elle a généré a certainement contribué à ralentir le développement de la filière locale de riz, notamment ses segments production, transformation et recherche. Booster la production locale du riz et rendre résiduelles les importations qui dominent actuellement le marché, tel est le défi visé par la stratégie de développement de la filière riz.

L'objectif est ainsi de porter la production locale de riz à 750.000 tonnes en 2030 afin de ramener le taux d'autosuffisance à 97%. Il s'agit en outre de rendre disponible sur les marchés, un riz de haute qualité à des prix compétitifs. Cela passe par la modernisation des moyens de production via la mécanisation agricole, la réorganisation des acteurs de la filière, mais davantage par l'implication du secteur privé en amont et en aval.

De manière spécifique, la stratégie de développement de la riziculture envisage l'aménagement de 60.000 ha pour le riz irrigué, 200.000 ha pour le riz pluvial et la production de 6.000 tonnes de semences certifiées par an d'ici 2030. Elle ambitionne également de doter les producteurs et productrices dans divers bassins de productions de motoculteurs, de mini-moissonneuses, de batteuses et de décortiqueuses modernes. Autant de défis en perspective qui viennent contredire la vaste campagne de vente promotionnelle du riz importé, lancée par le Ministre du commerce avec l'appui de ses partenaires qui crée de l'ombre à la stratégie d'import-substitution, le mettant en profil bas, même si cela s'inscrit dans la lutte contre la vie chère au Cameroun.

Bertin Bidja

L'AFRIQUE
EN
EVEIL
Aujourd'hui l'Espoir

Directeur de la publication
TIENTCHEU KAMENI Maurice

Infographie
NOUGUEN Steve

Directeur de la rédaction
ASSONGMO NECDEM

Direction commerciale
TIENTCHEU Jean-Paul
NGABA Françoise
NKUITCHOU Joel

Rédaction
NOUMSI Clément
DJON Patrick
BIDJA Bertin
MBESSITE Olivier
TCHAKAM Marc

Imprimerie
Le localier

Le corps de l'artiste repose au village

Son âme immortelle a été célébrée au cours de la soirée hommage organisée à Yaoundé, avant le départ pour l'inhumation à Abangok dans la Région du Sud.

Arrivée au Cameroun le 23 janvier 2025, la dépouille de l'artiste Koko Ateba a été inhumée deux jours plus tard à Abangok, son village natal dans l'arrondissement de Zoétélé. Ses obsèques ont été marquées par une soirée artistique hommage. Sur la scène de l'esplanade du stade omnisports de Yaoundé, plusieurs artistes ont chanté : Henry Njoh venu de Douala malgré son état de santé fragile, Donny Elwood, le guitariste Michel Mbarga, Ruben Binam et son orchestre Kemit 7, Dominik Essam, Marion, Kayou, Roger X-Maléya, des groupes de medzang et bien d'autres voix de la chanson camerounaise et africaine venues célébrer et rendre un vibrant hommage à Koko Ateba.

La soirée a été organisée en accord avec la famille par Ngo Makele Liliane dit Lily, artiste et promotrice culturelle. « On devrait avoir des soirées spéciales comme on l'a fait pour Piaf, comme on le fait pour Johnny Hallyday. Faudrait qu'on le fasse souvent aussi pour Koko Ateba parce que plusieurs générations d'artistes ont fait leurs pas sur les chansons de Koko », se réjouit-elle.

La soirée artistique hommage à Koko Ateba a été placée sous le haut patronage du ministère des Arts et de la Culture et a bénéficié du soutien de la mairie de Yaoundé 5ème. Le représentant du Ministère des



La banderole annonçant les obsèques de Koko Ateba dans son village natal Abangok

Arts et de la Culture a adressé les condoléances du Ministre à la famille nucléaire et à la famille artistique de Koko Ateba. Parmi les nombreux témoignages de la soirée, il y a eu celui du maire de Yaoundé 5ème, Augustin Balla. « Je me souviens, j'étais adolescent lorsque je découvrais

cette voix très suave de Koko Ateba qui avait un style très européen. J'avais particulièrement aimé ses chansons. Malheureusement il y a longtemps que nous ne l'avons plus vu sur scène et lorsque la famille nous a approché pour organiser sa veillée ici, je me suis dit c'est tant mieux,

c'est une façon pour nous à Yaoundé 5, et à moi surtout, de lui rendre un hommage », a dit le maire.

Le samedi 25 janvier 2025, la terre d'Abangok s'est définitivement refermée sur Koko Ateba.

L'ex-bâtonnier Akere Muna est venu dire adieu à son amie de longue date. James Ateba Ateba, le fils de la défunte, a dit que sa mère, de son véritable nom Flavienne Ateba Ateba, a été une femme avec la main sur le cœur, altruiste, empathique. Koko Ateba décède des suites d'un cancer qui la rongait depuis des années. Elle laisse un héritage musical qui demeure une source d'inspiration pour plusieurs générations car, elle a tutoyé les cimes du monde et fait voyager de nombreux mélomanes par sa voix puissante et électrique, notamment dans le titre à succès « Je suis bien ici. »

Au cours de sa carrière, Koko Ateba a sorti plusieurs albums à succès et a collaboré avec de nombreux artistes camerounais et internationaux. Elle a également été récompensée par plusieurs prix et distinctions pour sa contribution à la musique camerounaise.

Le dernier vœu de sa famille adressé au public est de continuer à soutenir la musique camerounaise et de perpétuer l'héritage que Koko Ateba dans le panthéon musical camerounais et africain, voire français.

Bertin Bidja

Patrimoine

(Re) découvrir l'ancestralité africaine

La ville de Yaoundé a abrité la Journée mondiale de la culture africaine et afrodescendante. Cette célébration invite les jeunes à mieux s'approprier le patrimoine matériel et immatériel.

L'esplanade de l'Hôtel de ville de Yaoundé a mobilisé le 24 janvier 2025 les chefs traditionnels, les autorités et les danseurs des différentes aires culturelles du Cameroun. Ils sont venus des quatre coins de la ville pour célébrer la Journée mondiale de la culture africaine et afrodescendante (Jmca).

A cet effet, les convives se sont reconnectés aux sources à travers le rituel de la connexion aux ancêtres. Surtout dans un contexte de mondialisation qui tend à gommer l'altérité culturelle, et qui façonne de plus en plus l'être unidimensionnel.

Conséquence, nombreux sont ceux-là d'ici et de la diaspora qui ne savent pas parler la langue maternelle, ne savent plus enterrer leurs morts, ne maîtrisent plus la procédure du mariage traditionnel et, plus loin, sont incapables de faire un narratif pointu de leurs arbres généalogiques.

Partant de ce constat, le fil conducteur des assises avait pour thème : « Préserver et promouvoir les héritages ancestraux, un élan de fraternité intergénérationnelle ». Sa Majesté Essombey Ndambwe Ness R. souhaite un changement de paradigme, dans l'appropriation du patrimoine matériel et immatériel. Pour ce faire, la Jmca envisage, à tra-



vers cette journée, un retour aux sources, où les enfants du primaire et secondaire, et les étudiants iront dans les campus en tenue africaine. « Nous souhaitons que tous les citoyens, le premier d'entre eux, écoutent la musique africaine un jour où les médias écrits ou audiovisuels publieraient des articles ou diffuseraient des programmes en langue maternelle. Nous en appelons à un 24 janvier promoteur de la diversité culturelle et plus loin de l'élaboration d'un uniforme unique », explique-t-il.

Vision

La vision de la Jmca est de relancer l'industrie culturelle, raviver la création artistique, et remettre au goût du jour, le temps d'une célébration, « le savoir-faire, le savoir-être, le savoir-vivre africain notamment au Cameroun », précise SM Essombey Ndambwe Ness R.

Selon l'orateur, tous ces souhaits évoqués vont contribuer inéluctablement au renforcement de « l'unité et la cohésion nationale ». L'objectif visé ici est de préserver et promou-

voir les héritages ancestraux, pour répondre avec plus d'entrain aux défis contemporains. L'Afrique berceau de l'humanité est riche d'un patrimoine culturel et spirituel bénis. Nos traditions orales, langues, rites, arts et danses sont les trésors qui ne doivent pas sombrer dans l'oubli. Ils sont « des phares qui éclairent notre présent et balisent notre avenir, préserver cet héritage, c'est préserver notre essence, notre identité profonde », interpelle Sa Majesté Essombey Ndambwe Ness R.

Tissu de spiritualité

Selon Mouté Camille A Bidias, membre du Réseau africain des promoteurs et entrepreneurs culturels (Rapec) et directeur de la Jmca, l'association œuvre en conformité avec la « Charte de la renaissance culturelle africaine », elle œuvre à la promotion, la diffusion, la restauration de la culture africaine et afrodescendante dans le monde.

Il s'agit de mieux faire connaître et reconnaître l'apport de cette culture dans l'évolution de ce monde autant dans l'élaboration du tissu de la spiritualité humaine que dans les progrès et sciences et les technologies.

A cela, il faut lier toute activité séculaire faite par les africains et les afrodescendants pour l'avènement d'un monde libre, prospère ; tout ceci par la préservation des patrimoines ancestraux, en gardant nos liens de fraternité au-delà du temps, de l'espace et des générations. A cet effet, il y a urgence de les « connaître, les préserver, les pratiquer et les promouvoir », conclut le patriarche Camille Mouté A Bidias, très détendu dans son propos. Pour mémoire, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) avait proclamé à l'unanimité la « journée mondiale de la culture africaine et afrodescendante », lors de la 40ème session de sa Conférence générale tenue en 2019.

Olivier Mbessité

Ascension du Mont Cameroun

600 athlètes iront à l'assaut du char des dieux à Buea

Les épreuves de sélection se déroulent dans les 10 régions du pays. L'objectif est d'intégrer la liste des qualifiés pour la 30ème édition de la Course de l'Espoir prévue le 22 février 2025.

Les préparatifs de la 30ème édition de la course de l'espoir s'intensifient dans les 10 régions du Cameroun. Le 22 février 2025 à Buea, environ 600 athlètes iront à l'assaut du char des Dieux, avec pour objectif d'entrer dans l'histoire de la compétition. Pour cela, les Régions du Cameroun vivent depuis plusieurs mois l'effervescence des préparatifs.

C'est le cas par exemple de la Région de l'Adamaoua. « Nous préparons sereinement la course de l'espoir, nous avons déjà organisé les courses de sélections dans les Régions. La première c'était à Ngaoundéré le 11 janvier 2025 et la dernière s'est tenue le 1er et le 2 février à Maroua. Les athlètes se préparent et prennent part à la course de sélection. C'est à l'issue de ce tournoi qu'ils seront qualifiés pour la course de l'espoir. Puis, la direction des compétitions et la direction technique vont se mettre ensemble pour arrêter la liste des athlètes. Etant donné qu'il y aura 600 athlètes à sélectionner, il va falloir préparer cette liste et intégrer les athlètes étrangers qui viendront



Plusieurs athlètes participeront à la 30ème édition de la course de l'espoir prévue le 22 février à Buéa

pour cette compétition », affirme Charles Kouoh Kotte, Secrétaire général de la Fédération camerounaise d'athlétisme.

Plusieurs innovations sont en vue pour cette 30ème édition de la Course de l'Espoir. Hormis les courses de fond, la compétition va intégrer d'autres disciplines sportives en quête de notoriété. « Nous sommes attirés par certaines disciplines et

d'autres nous sollicitent et veulent profiter de la fenêtre de la Course de l'Espoir pour se faire connaître. Cette année, nous allons donner l'opportunité aux autres sports de pouvoir s'exprimer et se faire connaître.

On est encore à la phase des sélections avec le comité local pour voir ce qui est possible sur place », confie Monsieur Kouoh. Dans ce chapelet d'innovations figure quatre jours

d'animations culturels, rassemblant diverses cultures de notre pays. Le domaine sécuritaire n'est pas en reste. Sur ce plan, le Secrétaire général de la Féca-athlétisme mise sur le succès de la compétition.

« Cette compétition reste une fierté nationale. Même ceux qui pouvaient avoir l'intention de faire le désordre vont se joindre à la fête. Nous n'avons

pas d'inquiétudes à ce niveau », affirme-t-il.

Néanmoins, le comité d'organisation souhaite renforcer le plateau médical pour éviter les cas de décès pendant la compétition. Car, lors de l'édition précédente, Charles Kipsan Kipkorir, athlète de nationalité kenyane, est décédé sans véritable prise en charge sur le terrain de la compétition.

« Nous allons renforcer le staff médical. Pour cette édition, l'équipe médicale va rester en veille jusqu'à ce que les athlètes rentrent chez eux. Vous savez à chaque fois qu'il y a une situation comme celle-là, on tire toujours les leçons. Nous allons prendre des mesures pour éviter cela », ajoute M. Kouoh Kotte.

En rappel, l'ascension du mont Cameroun aura lieu le 22 février 2025. Environ 600 athlètes masculins et féminins vont investir le « Char des Dieux », à la conquête d'une enveloppe de 10 millions F.C-fa chez les hommes et 10 millions chez les femmes. L'une des principales curiosités est le retour de Sarah Etonge, 58 ans, sept fois championne de la compétition.

J. Patrick DJON

Football

Une marque suisse pour habiller les Lions

Fourteen est portée par des clubs en Suisse, en Italie, au Nigeria et au Benin. Elle a été en contrat avec les équipes nationales du Kosovo en Europe.

FC (club de football béninois), Edo Queen FC (équipe de football féminin au Nigeria) et Aka Aarau (club de football suisse).

C'est par un communiqué de presse que la Fédération camerounaise de football a annoncé l'arrivée de la marque Suisse Fourteen comme nouvel équipementier des différentes sélections des Lions indomptables du Cameroun.

Après la fin de la collaboration avec One All Sports, un équipementier avec qui les Lions indomptables sont allés au Mondial Qatar 2022 et à la Can 2023 en Côte d'Ivoire, la Fecafoot a fait confiance à la marque suisse.

Désormais Fourteen va accompagner les sélections nationales du Cameroun de toutes les catégories. Cette nouvelle collaboration apparaît comme un souffle nouveau pour les Lions indomptables qui s'apprêtent à conquérir une sixième étoile continentale au Maroc en 2025 et une qualification au Mondial États-Unis, Mexique et Canada en 2026

Etats de service

Selon les informations tirées sur son site d'informations, Fourteen



est une marque de vêtements sports suisse fondée en 2011 à Genève. Elle conçoit, fabrique et distribue des vêtements et gadgets de sport de qualité.

Cette structure rassemble le génie suisse et italien pour donner satisfaction à sa clientèle. En effet, Fourteen propose des produits innovants et de haute qualité qui permettent aux athlètes et aux amateurs de sports de se dépasser.

Fourteen est présente sur le marché à l'échelle internationale.

Cette marque, qui remplace One All Sports chez les Lions Indomptables, est partenaire et accompagne plusieurs clubs et fédérations sportives dans le monde.

On peut citer par exemple la fédération suisse de tennis et de basketball, la fédération slovène de tennis. Il y a aussi les fédérations de basketball, handball, volleyball, équitation, tennis et football. Dans le domaine du football, la marque suisse accompagne plusieurs clubs : CS Italien Genève, Bendel

Fourteen qui se donne pour mission d'accompagner les sélections nationales du Cameroun lors des prochaines compétitions internationales a une expérience limitée avec une équipe nationale de football. Il y a quelque temps, la marque suisse habillait l'équipe nationale du Kosovo en Europe.

J. Patrick DJON



**Lisez et faites lire
L'Afrique En Eveil**



INFO
www.afriqueeneveil.org
✉ afriqueeneveil@gmail.com

Etats-Unis

Le Cameroun et les pays de merde de D. Trump

Dès son investiture à Washington le 20 janvier dernier, le 47ème président a démarré en trompe la chasse aux immigrés, taxés d'illégaux et de dangereux pour la sécurité du peuple états-unien.

Chose promise, chose due. Le président Donald Trump a lancé, quelques heures seulement après sa prise du pouvoir, une véritable chasse à l'homme. Des agents fédéraux sillonnent les rues, à la recherche des immigrés. Aucun lieu, aucun sanctuaire ne leur est plus octroyé. Le président des Etats-Unis a donné quitus aux forces fédérales, pour intervenir dans les écoles, et même dans des lieux de culte. Les immigrés sont dès lors traqués jusque dans les coins les plus intimes et les plus reculés du pays. Une telle situation repose la question de savoir si les Camerounais sont concernés par ces mesures pour le moins scabreuse.



L'armée tient en respect les migrants cantonnées sur un site aux Etats-Unis

On aurait souhaité ne pas en entendre parler. Mais le Cameroun peine à se montrer en phase, ces dernières années, avec une politique migratoire maitrisée, qui laisse l'essentiel de ses forces productives sur le territoire national.

Comment pouvait-il en être autrement, pour ces milliers de jeunes, jetés sur les routes du désespoir, tels des forcenés, vers l'Amérique, l'Europe, le Moyen Orient, et même des pays en guerre, tels la Lybie, le Yémen ou le Soudan ? On retrouve en effet des Camerounais dans les décombres de la mer méditerranée, de la mer morte, de la mer caspienne et sur tous les frontons de l'excavation de la désespérance. Ils sont repérés, à travers monts et vaux, dans des contrées aussi dangereuses qu'inhospitalières, parfois à pied ou à dos d'âne, au travers des étaux de l'enfer, sanctionnés par les trames de l'indignité.

Ces desperados affirment avoir été poussés à la divagation outre océans, par le désir de « se chercher ». Souvent au mépris des méandres des turpitudes extrêmes. Certains, malheureusement, y perdent leur vie. Une telle situation repose la lancinante question qui est celle de savoir si le Cameroun fait partie des « pays de merde » mis à l'index par Donald Trump, au cours de son premier mandat.

Une politique migratoire inexistante. Il s'agit des pays au ban de l'Histoire, où pauvreté et non-droit, constituent le lot permanent des populations. Des pays où conflits et escarmouches laissent entrevoir des vies humaines brisées, des projets spoliés, des amertumes ravalées et des contritions déployées. Des

pays où l'amateurisme a pris le contrôle de tous les rouages du pouvoir, pour s'affirmer comme des entités de gouvernance à part entière, et des sépultures des droits, au profit des non-droits. Des pays où la misère rampante fait de la vie une dure réalité. Ces pays connaissent le goût acre de l'enfer, si caractéristique de certaines parties du Tiers-Monde.

Ils sont perpétuellement apostrophés, du fait de la fange des guerres et des famines, et copieusement harcelés par des bandes armées, en rade de reconnaissance, que la marginalisation et un traitement d'apartheid d'une partie de la population jettent sur les routes de la rébellion et de la mort. Il s'agit des pays rongés par l'extrême souffrance, corollaire de l'indignité infligée à une grande partie du peuple. Des pays où le désespoir l'emporte sur l'espoir, où une jeunesse désœuvrée passe le clair de son temps, entre alcool et drogues, et où l'éducation et la formation sont reléguées au rang des préoccupations en demi-teintes.

Des immigrés menottés aux pieds, aux mains et aux hanches, comme au bon vieux temps de l'esclavage. De fait, le chômage massif des aînés ne donne guère plus d'illusions aux jeunes frères et sœurs, engoncés dans des chaussetrappes d'une vie de forcenés. Une vie où les citoyens sont tenus pour responsables des situations les plus insolites, même si en réalité de telles décompositions ne dépendent souvent pas

d'eux. L'on a affaire ici, à des pays où les populations vivent dans les méandres de la forfaiture, la peur des enlèvements pour rançons, des kidnappings à n'en plus finir, pour des motifs crapuleux ou politiques (soupçons d'appartenance ou militantisme d'opposition).

Ces pays sont facilement reconnaissables par un cannibalisme politique de ses élites au pouvoir et une mise au ban des têtes qui débordent, par des manœuvres peu alléchantes d'estampillage des opposants et de marquage du sceau de l'infamie des esprits éclairés qui dérangent. Ceux-ci sont systématiquement voués aux gémonies, au travers d'un encerclement médiatique disruptif.

Des politiques migratoires incertaines ou inexistantes, ont fini par susciter partout le rejet ; et de créer une batterie de mesures de rétorsion, marquées par des arrestations et des déportations

d'immigrés en Europe, en Asie et notamment aux Etats-Unis d'Amérique. Une telle situation défraie la chronique aux premières heures de l'intronisation de Donald Trump, au point où des services d'immigration sont instruits de sévir avec la dernière énergie contre des êtres en déshérence, qui ne sont pas souvent spécialement responsables de leur mal-être dans leur propre pays. Aussi, l'administration Trump aux Etats-Unis a-t-elle mis en place de manière structurée, un chiffrage des reconductions aux frontières ou de déportations des immigrés désormais jugés dangereux et indésirables.

Une liste des indésirables pour chaque « pays de merde » est élaborée par les services en charge de la protection des frontières. Cette liste comporte bien entendu des Camerounais, qui, contre leur gré, devraient bientôt regagner leur pays, dans des conditions souvent inhumaines : menottes aux pieds et aux mains, parfois aux hanches, comme au bon vieux temps de l'esclavage. Nous publions ci-dessous quelques chiffres répertoriés par les services de l'Immigration et des Douanes des États-Unis, et publié sur le site 360 Afrique.

Si le Cameroun n'occupe certes pas le premier rang du fait de sa modeste population comparée à d'autres pays (Nigéria), il n'est tout de même pas le dernier de la liste. Il est dépassé de peu par des pays en guerre tel la Somalie ou des pays à l'immigration débordante du fait de l'aridité des terres désertiques, tel la Mauritanie. Nous reproduisons du reste ci-dessous, le tableau sombre du chiffrage des expulsions en préparation des ressortissants des pays africains aux Etats Unis.

TIENTCHEU KAMENI Maurice

Pays	Nombre de personnes à expulser	Pays	Nombre de personnes à expulser	Pays	Nombre de personnes à expulser
Algérie	306	Éthiopie	1713	Namibie	19
Angola	662	Gabon	60	Niger	642
Bénin	102	Gambie	1035	Nigeria	3690
Botswana	12	Allemagne	571	Rwanda	338
Burkina Faso	303	Ghana	3228	Sao Tomé - et-Principe	1
Burundi	462	Guinée	1897	Sénégal	1689
Cameroun	1736	Guinée-Bissau	48	Seychelles	4
Cap-Vert	314	Côte d'Ivoire	1224	Sierra Leone	1563
Centrafrique	82	Kenya	1282	Somalie	4090
Tchad	169	Lesotho	11	Afrique du Sud	379
Comores	3	Liberia	1563	Soudan du Sud	136
Congo	795	Libye	89	Soudan	1012
RDC	1068	Madagascar	5	Tanzanie	301
Djibouti	29	Malawi	56	Ouganda	393
Égypte	1461	Mali	929	Togo	427
Guinée équatoriale	20	Mauritanie	3822	Tunisie	160
Érythrée	973	Maurice	15	Zambie	174
Eswatini	6	Maroc	495	Zimbabwe	545

Site d'information « le 360 Afrique » relayant les services de l'Immigration et des Douanes des États-Unis